



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 49 du 16 novembre 2010*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 17 novembre 2010

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....</b>	<b>1218</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1218</b>
<b>MISSION ECONOMIQUE.....</b>	<b>1218</b>
Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 8 novembre 2010 .....	1218
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>1218</b>
Bureau du cabinet.....	1218
Extrait de l'arrêté du 18 octobre 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement .....	1218
Service interministériel de défense et de la protection civile .....	1218
Extrait de l'arrêté n° 157/2010/SIDPC du 4 novembre 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs .....	1218
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>1218</b>
Bureau des réglementations .....	1218
Extrait de l'arrêté du 8 novembre 2010 portant ouverture d'une enquête de commodo et incommodo pour une chambre funéraire à BACCARAT .....	1218
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE .....</b>	<b>1219</b>
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1219
Extrait de l'arrêté du 3 novembre 2010 autorisant le retrait de la commune de FERRIERES du syndicat intercommunal scolaire de SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....	1219
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>1219</b>
Bureau de l'interministérielle .....	1219
Arrêté n° 10.BI.45 du 16 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.....	1219
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>1220</b>
Extrait de l'arrêté du 5 novembre 2010 portant modification de la composition de la commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT).....	1220
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1220</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST .....</b>	<b>1220</b>
Division d'exploitation de Metz.....	1220
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-0109 en date du 3 novembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations localisées de la chaussée sur A 330, du PR 0+700 au PR 1+000 .....	1220
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-0110 en date du 4 novembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de joints de chaussée sur l'A 31, du PR 230,243 au PR 230,589.....	1222
<b>DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST .....</b>	<b>1223</b>
Département surveillance et régulation.....	1223
Extrait de l'arrêté du 5 novembre 2010 fixant la mise en œuvre à caractère occasionnel des mesures appropriées d'effarouchement ou de prélèvement d'animaux sur l'aérodrome de Nancy Essey.....	1223
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>1223</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1223</b>
Cellule prévention et promotion de la santé .....	1223
Extrait de la décision ARS-DT54/2010/151 du 2 novembre 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues « L'Echange », géré par l'association AGU .....	1223
Extrait de la décision ARS-DT54/2010/152 du 2 novembre 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues situé 66 rue Stanislas à Nancy, géré par l'Association AIDES.....	1224
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>1224</b>
<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE ASSURANTIEL.....</b>	<b>1224</b>
Service produits de santé et de la biologie.....	1224
Extrait de l'arrêté n° 2010-305 du 18 octobre 2010 relatif à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur A.H.B.L. de MONT-SAINT-MARTIN.....	1224
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>1225</b>
Arrêté n° 15/2010 du 22 octobre 2010 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.....	1225
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE .....</b>	<b>1226</b>
Service solidarité insertion .....	1226
Extrait de l'arrêté n° 732/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant la création d'un service de préposés d'établissement Mandataires Judiciaires à la protection des majeurs par le Centre Psychothérapique de NANCY .....	1226
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1226</b>
Service agriculture, forêt, chasse .....	1226
Extrait de l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 372 du 25 octobre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle.....	1226
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 373, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAMBLEY BUSSIÈRES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3106 - .....	1227
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 374, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAMBLEY BUSSIÈRES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3138 - .....	1227
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 375, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FAULX - CUSTINES - MALLELOY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3116 - .....	1228
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 376, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CUSTINES - MALLELOY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3132 - .....	1228
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 377, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CUSTINES - MALLELOY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3131 - .....	1228
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 378, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3098 - .....	1229
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 379, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3136 - .....	1229
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 380, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY LES BELLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3142 - .....	1229
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 381, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY LES BELLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3141 - .....	1230
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 382, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY LES BELLES - BARISEY AU PLAIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3043 - .....	1230
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 383, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TRIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3144 - .....	1230
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 384, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VEZELISE - OMELMONT - QUEVILLONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3147 - .....	1230

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 385, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOURMONT/52 – GONCOURT/52 – HARREVILLE LES CHANTEURS/52 – BOURG SAINTE MARIE/52 – CHAUMONT LA VILLE/52 – BREUVANNES MEUVY/52 – DAMBLAIN/88 - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3139 - .....	1231
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 386, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à DOMEVRE EN HAYE - MARTINCOURT - MANONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3135 - .....	1231
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 387, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VANDELEVILLE - BATTIGNY - FAVIERES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3146 - .....	1231
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 388, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VALHEY - BATHELEMONT LES BAUZEMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3143 - .....	1232
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 389, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3160 - .....	1232
Extrait de l'arrêté n° 390 du 26 octobre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1981 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de VAL ET CHATILLON.....	1232
Extrait de l'arrêté n° 395 du 27 octobre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1974 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'AINGERAY .....	1234
Extrait de l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 396 du 5 novembre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - SECTION « AGRICULTURE ET TERRITOIRE » - .....	1234
Extrait de l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 397 du 5 novembre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - SECTION « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES » .....	1235
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	1235
Extrait de l'arrêté 14/DDT 10/ADUR/AJ du 25 octobre 2010 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique de l'aménagement de la rue de Dieulouard, de la rue de Toul et de la rue de Verzelle sur le territoire de la commune de JEZAINVILLE.....	1235
Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune d'HEMOCOURT du 27 octobre 2010 .....	1236
Service environnement, eau, biodiversité.....	1236
Extrait de l'arrêté n° 2010/1 du 7 octobre 2010 autorisant le tir du Grand cormoran (Phalacrocorax carbo sinensis) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2010/2011 .....	1236
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS .....</b>	<b>1237</b>
Extrait de l'arrêté n° 10.DDPP.116 du 22 octobre 2010 - Organisation de la campagne de prophylaxie 2010-2011.....	1237
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>1238</b>
Extrait de l'arrêté de conservation cadastrale du 3 novembre 2010.....	1238
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>1238</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1238</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1238</b>
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	1238
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 43941 du 15 novembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TRONVILLE .....	1238
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 44186 du 15 novembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de HAUCOURT-MOULAIN .....	1238
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47554 du 15 novembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de ATTON.....	1238
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>1238</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT.....</b>	<b>1238</b>
Avis de concours sur titres du 5 novembre 2010 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié dans la fonction d'agent de sécurité .....	1238
<b>CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....</b>	<b>1239</b>
Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de 2 kinésithérapeutes du 5 novembre 2010.....	1239
<b>MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES .....</b>	<b>1239</b>
Concours sur titres pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié .....	1239

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****MISSION ECONOMIQUE****Extrait de décision de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle du 8 novembre 2010**

Réunie le 8 novembre 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a décidé d'accorder à la SA « les Vignottes » en qualité de promoteur et à la SA SAMY, en qualité de futur exploitant, l'autorisation de créer un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne COUSIN LA CHAUSSURE, de 574 m<sup>2</sup> de surface de vente, à l'angle de la rue Jacques BREL et de la rue Georges BRASSENS, zone d'activités la Porte Verte II à ESSEY LES NANCY.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie d' ESSEY LES NANCY.

Nancy, le 9 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

**CABINET DU PREFET***Bureau du cabinet***Extrait de l'arrêté du 18 octobre 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1er : La médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Fabrice GEISEN

Le 7 septembre 2010, M. GEISEN n'a pas hésité à plonger dans le canal d'alimentation des turbines afin d'extraire une femme prisonnière dans son véhicule. M. GEISEN a su faire preuve de sang-froid pour sauver la victime d'une noyade certaine.

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Mme la présidente de la Communauté de Communes Moselle et Madon et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 18 octobre 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

*Service interministériel de défense et de la protection civile***Extrait de l'arrêté n° 157/2010/SIDPC du 4 novembre 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les études préalables au P.P.R.i. de LUNEVILLE et JOLIVET sont terminées.

**ARRETE**

Article 1er : Les dossiers communaux d'information joints aux arrêtés préfectoraux :

7 / 71 / 84 / 85 / 94 et 129 du 17 février 2006, 67 du 12 décembre 2007, 38 et 39 du 16 février 2009

relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs annulent et remplacent les dossiers annexés aux arrêtés sur les communes de AUBOUÉ ; JOLIVET ; LUDRES ; LUNEVILLE ; MOINEVILLE ; VALLEROY ; MOUTIERS ; CHOLOY-MENILLOT ; et ECROUVES .

Article 2 : Une copie du présent arrêté est adressée aux maires des communes intéressées et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Il est accessible sur le site internet : l'Etat pour la Meurthe-et-Moselle « [www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) ».

Article 3 : Les services de l'Etat et les maires concernés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy, le 4 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
Le sous-préfet directeur de cabinet,  
Frédéric BERNARDO

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 8 novembre 2010 portant ouverture d' une enquête de commodo et incommode pour une chambre funéraire à BACCARAT**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande de l'entreprise de pompes funèbres « graniterie bacchamoise » présentée par Martine VIGREUX sise 28, rue Adrien Michaut 54120 BACCARAT en vue de la création d'une chambre funéraire Rond Pré 54120 BACCARAT,

**ARRETE**

Article 1er : Une enquête de commodo et incommode est ouverte pendant une durée de 15 jours du 15 novembre au 26 novembre 2010 inclusivement sur le territoire de la commune de Baccarat à la demande de Madame Martine VIGREUX représentant l'entreprise de pompes funèbres « graniterie bacchamoise ».

Article 2 : Monsieur Michel PIERRE, retraité, ingénieur agronome, est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Article 3 : Le dossier de cette demande et le registre d'enquête côté et paraphé par le Maire seront déposés au secrétariat de la mairie de Baccarat.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur ledit registre aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Baccarat. Les observations pourront être également adressées par écrit, en mairie de Baccarat à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur, lequel les annexera au registre d'enquête.

Article 4 : Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie de BACCARAT lors des permanences suivantes : lundi 15 novembre 2010 de 16h30 à 17h30 et vendredi 26 novembre 2010 de 14h30 à 16h30

Article 5 : Huit jours avant l'ouverture de l'enquête, et pendant toute la durée de celle-ci, le maire de Baccarat affichera en mairie ainsi que dans le voisinage de l'installation projetée, l'avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête. Cet affichage fera l'objet d'un certificat établi par le Maire de Baccarat et sera adressé à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle au terme de la durée de l'enquête. En outre, un avis annonçant l'enquête

sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département (Républicain lorrain et Est républicain), huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête. Le présent arrêté sera affiché en mairie dans les mêmes délais.

Article 6 : Après la clôture de l'enquête, le registre sera clos et signé par le maire de Baccarat. Un procès-verbal sera établi par le commissaire enquêteur qui formulera sous huitaine son avis motivé. Le procès-verbal, le registre d'enquête, les déclarations parvenues en mairies et annexées au registre et le certificat du maire attestant de la publicité seront transmis à la préfecture de Meurthe-et-Moselle (bureau des réglementations) pour le lundi 6 décembre 2010 au plus tard.

Article 7 : Toute personne pourra prendre connaissance à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ou en mairie de Baccarat du procès-verbal avec l'avis motivé du commissaire enquêteur.

Article 8 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame le Maire de Baccarat, Monsieur le Commissaire Enquêteur sont chargés, chacun en qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée :

- au pétitionnaire, Madame Martine VIGREUX, représentant l'entreprise de pompes funèbres « graniterie bacchamoise »,

- à l'agence régionale de santé.

Nancy, le 8 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

#### Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez

- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux, bureau du contentieux des polices administratives-11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

### DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

#### Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

#### Extrait de l'arrêté du 3 novembre 2010 autorisant le retrait de la commune de FERRIERES du syndicat intercommunal scolaire de SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que par lettres du 13 septembre 2010 la commune de Ferrières et le syndicat intercommunal scolaire de Saint-Nicolas-de-Port ont été invités à présenter, avant le 10 octobre 2010, leurs observations sur un retrait sans conditions financières ;

Considérant que ni la commune de Ferrières ni le syndicat intercommunal scolaire de Saint-Nicolas-de-Port n'ont émis des objections à l'encontre d'un retrait sans conditions financières ;

#### ARRETE

Article 1er : Le retrait de la commune de Ferrières du syndicat intercommunal scolaire de Saint-Nicolas-de-Port est autorisé.

Article 2 : Ce retrait s'effectue sans conditions financières.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du syndicat intercommunal scolaire de Saint-Nicolas-de-Port et le maire de la commune de Ferrières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux communes membres du syndicat intercommunal scolaire de Saint-Nicolas-de-Port et à la directrice départementale des finances publiques et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 3 novembre 2010

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

### DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

#### Bureau de l'interministérialité

#### Arrêté n° 10.BI.45 du 16 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment l'article L 1435-1 et le livre II de la sixième partie relatif à la Biologie Médicale;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N°2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juillet 2009 portant nomination de M. Dominique BELLION, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'Etat dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L 1435-1, L 1435-2 et L 1435-7 du code de la santé publique ;

VU le décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination de M. Jean-Yves GRALL en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le protocole organisant les relations entre le représentant de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle et le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**AR R E T E**

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, à l'effet de signer les agréments ou modifications d'agrément des Sociétés d'Exercice Libéral constituées pour l'exploitation des laboratoires de biologie médicale.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 novembre 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

---

**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE****Extrait de l'arrêté du 5 novembre 2010 portant modification de la composition de la commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1er : L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2008 est ainsi rédigé :

La commission départementale de présence postale territoriale est composée comme suit :

4 représentants des communes du département :

- Monsieur Laurent GARCIA,

Maire de

54520 LAXOU

représentant les zones urbaines sensibles

- Monsieur Ennio BAZZARA

Vice-président de la communauté de communes du Grand Couronné

Maire de

54280 MONCEL SUR SEILLE

représentant les groupements de commune

- Monsieur Jean-Pierre CARRIERE

Maire de

54760 FAULX

représentant les communes de moins de 2000 habitants

- Monsieur Stéphane HABLLOT

Maire de

54500 Vandœuvre-lès-Nancy

représentant les communes de plus de 2000 habitants

2 représentants du Conseil Général :

- Madame Josiane TALLOTTE

Conseillère générale de Meurthe-et-Moselle

- Monsieur Christian ARIES

Vice-président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle

2 représentants du Conseil Régional :

- Madame Maryvonne MUSSET

Conseillère régionale

- Madame Rachel THOMAS

Conseillère régionale

La représentante de La Poste :

- Madame Véronique BOITOUT

Délégue Départementale du Groupe La Poste

Le représentant de l'État :

- Monsieur Philippe SAFFREY

Sous-Préfet de LUNÉVILLE

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la déléguée départementale du Groupe La Poste sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 novembre 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**

*Division d'exploitation de Metz*

**Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-0109 en date du 3 novembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparations localisées de la chaussée sur A 330, du PR 0+700 au PR 1+000**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**AR R E T E**

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 330	
POINTS REPERES PR. ET SENS	PR 0,700 au PR 1,000 sens 1 et 2	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	A 330 réparations localisées de la chaussée	
PERIODE GLOBALE	Nuit du 04 au 05 novembre 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Phase 1 Coupure A 330 au niveau du PR 1,900 déviation par RD 570 sens 2 Epinal-Nancy Phase 2 Coupure A 330 au niveau de la RD 974 bretelle Tomblaine-Barthou déviation par RD 674 pour le sens Nancy-Epinal	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	04 novembre 2010 21h à 6h	AK 5 PR 3,200 Panneau fermeture PR 3,000	Phase 1 sens 2 sens Epinal-Nancy à partir de 21h Coupure A330 sens 2 au niveau du PR 1,900 en amont de la bretelle Epinal-Heillecourt AK5 au 3,200 Panneau fermeture PR 3,000  Phase 2 sens 1 sens Nancy-Epinal à partir de 22h30 Neutralisation voie de gauche à partir du rond-point Marcel Brot Sortie obligatoire bretelle Tomblaine-avenue Barthou face au cimetière du sud	Phase 1 sens 2 sens Epinal-Nancy Les usagers sont invités à prendre la bretelle Epinal-Heillecourt, route de Vandoeuvre, RD570 route de Mirecourt direction Nancy  Phase 2 sens 1 sens Nancy-Epinal Les usagers sont invités à prendre la bretelle Tomblaine-avenue Barthou, rond-point Barthou, RD570 route de Mirecourt la bretelle d'accès RD674/A330 sera fermée, carrefour à feux route de Mirecourt avenue Jeanne d'Arc Vandoeuvre, RD 570 direction Vandoeuvre marché de gros Heillecourt, les usagers sont priés de continuer jusqu'à l'échangeur de Fléville et accès A330 pour les directions Epinal Paris Strasbourg  De fait les bretelles Barthou/accès A330 et Vandoeuvre/Epinal seront fermées

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Heillecourt ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Heillecourt.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 3 novembre 2010

Le préfet du département de la Meurthe et Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
L'adjointe de la division d'exploitation de Metz,  
Véronique CARPENTIER

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-0110 en date du 4 novembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de joints de chaussée sur l'A 31, du PR 230,243 au PR 230,589

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPERES PR. ET SENS	OA A31. 030 PR 230,243 OA A31. 040 PR 230,407 OA A31. 050 PR 230,595 OA A31. 060 PR 230,589	
SECTION		
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement joints de chaussée	
PERIODE GLOBALE	Nuits du 08/09 et 09/10/2010 21h à 6h semaine 46 du lundi 15à partir de 21h au mercredi 17/11/2010 21h semaine 47 du lundi 22à partir de 21h au mercredi 24/11/2010 21h	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VG sens Paris -Nancy Neutralisation VG sens Nancy-Paris Basculement circulation VD VG sens 2 Nancy /Paris sur VG sens 1 Paris /Nancy Basculement circulation VD VG sens 1 Paris/Nancy sur VG sens 2 Nancy /Paris Vitesse limitée à 50 Km/h dans le basculement Vitesse limité à 70 Km/h sur la section courante Interdiction de doubler	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	Semaine 45 8 et 9 novembre 2010 de 21h à 6h	AK5 au PR 228,900 sens Paris /Nancy	Neutralisation Voie de gauche	
		AK5 au PR 232,300 sens Nancy /Paris	Neutralisation Voie de gauche	
	Semaine 46 en continu du lundi 15/11 au mercredi 17/11	ITPC 230,150 ITPC 231,080	Basculement de la circulation VD et VG sens 2 Nancy -Paris sur la VG sens 1 Paris-Nancy	
	Semaine 47 en continu du lundi 22/11 au mercredi 24/11	AK5 au PR 228,900 sens Paris /Nancy	Neutralisation Voie de gauche	
		AK5 au PR 232,300 sens Nancy /Paris	Neutralisation Voie de gauche	
		ITPC 230,150 ITPC 231,080	Basculement de la circulation VD et VG sens 1 Paris -Nancy sur la VG sens 2 Nancy-Paris	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et d'un message radiophonique.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.



Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de Freyssinet,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 4 novembre 2010

Le préfet du département de la Meurthe et Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

## **DIRECTION DE LA SECURITE DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST**

### *Département surveillance et régulation*

#### **Extrait de l'arrêté du 5 novembre 2010 fixant la mise en œuvre à caractère occasionnel des mesures appropriées d'effarouchement ou de prélèvement d'animaux sur l'aérodrome de Nancy Essey**

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est

CONSIDERANT que les mouvements commerciaux annuels d'avions de longueur hors tout égale ou supérieure à douze mètres constatés au cours des trois dernières années civiles consécutives sur l'aérodrome de Nancy Essey ainsi que la présence animalière dans et aux abords de l'enceinte aéroportuaire nécessitent de prendre des mesures de prévention du péril animalier à caractère occasionnel adapté

#### **ARRETE**

Article 1er : Un service de prévention du péril animalier est mis en place sur l'aérodrome de Nancy Essey.

Il est organisé et exécuté par le Syndicat Mixte de Gestion de l'Aéropôle du Grand Nancy, exploitant de l'aérodrome, au regard des dispositions prévues :

- par le Décret n° 2007-432 du 25 mars 2007 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes de Mayotte, des îles Wallis et Futuna, de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie ainsi qu'à la prévention du péril animalier sur les aérodromes ;

- par l'Arrêté du 10 avril 2007 relatif à la prévention du péril animalier sur les aérodromes.

Article 2 : Les mesures appropriées d'effarouchement et de prélèvement mises en œuvre sur l'emprise de l'aérodrome de Nancy Essey dans le cadre de la prévention du péril animalier sont à caractère occasionnel adapté.

Article 3 : Les mesures appropriées d'effarouchement sont mises en œuvre pour tout mouvement commercial d'avion de longueur hors tout supérieure ou égale à douze mètres, pendant les horaires d'ouverture du service ATS, du lundi au samedi.

Article 4 : Les matériels suivants sont utilisés pour assurer la prévention du péril animalier :

- un véhicule adapté au terrain, équipé d'un générateur de cris de détresse, de son amplificateur et de ses haut-parleurs ;
- un revolver d'alarme, muni d'un embout lance-fusées ;
- des amorces à blanc, sans fumée ;
- des fusées crépitantes d'une portée de 50 à 100 mètres produisant un crépitement sonore d'environ 120 dB sur sa trajectoire, et pouvant être tirées à partir d'un revolver d'alarme ;
- des fusées détonantes d'une portée de 20 à 50 mètres produisant un bruit de 145 dB pondérés à un mètre, et pouvant être tirées à partir d'un revolver d'alarme ;
- un fusil de calibre 12, à 2 canons, type arme « parcours de chasse » ;
- des cartouches détonantes de calibre 12.

Article 5 : Les mesures appropriées de prélèvements d'animaux sont organisées en cas de nécessité à la demande de l'exploitant d'aérodrome :

- pour les interventions programmées : auprès de la Direction Départementale du Territoire de Meurthe-et-Moselle pour toute battue administrative ;
- pour les interventions non programmées : auprès des agents de l'ONCFS, par réquisition téléphonique confirmée par écrit.

Ces interventions nécessiteront obligatoirement la fermeture du terrain à toute activité aéronautique.

Article 6 : En cas d'évolution de la situation faunistique ou des caractéristiques du trafic aérien sur l'aérodrome conduisant à constater une évolution du risque de collision avec les aéronefs et les animaux lors des opérations de décollage et d'atterrissage, l'exploitant de l'aérodrome demande dans les meilleurs délais une modification des dispositions du présent arrêté.

Article 7 : Le présent Arrêté est applicable à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2010 et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 8 : Le Préfet de Meurthe et Moselle, Le Directeur de la sécurité de l'aviation civile nord-est et le Président du Syndicat Mixte de Gestion de l'Aéropôle du Grand Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté, dont une ampliation sera notifiée pour information au :

- Service de la police aux frontières,
- Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile.

Strasbourg, le 5 novembre 2010

Pour le préfet (par délégation),  
Rémy MERTZ  
Chef du département surveillance et régulation

## **AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE**

### **DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

#### *Cellule prévention et promotion de la santé*

#### **Extrait de la décision ARS-DT54/2010/151 du 2 novembre 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues « L'Echange », géré par l'association AGU**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

#### **DECIDE**

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD « L'Echange » géré par l'Association AGU sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses d'exploitation courante	52 986 €	159 097 €
	Groupe II : Dépenses de personnel	97 009 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	7 225 €	
	Déficit repris	1 877 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	151 773 €	159 097 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	7 324 €	
	Groupe III : Autres produits	0 €	

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du CAARUD « L'Echange » géré par l'Association AGU est fixée à 151 773 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2010 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit – 54035 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de la décision ARS-DT54/2010/152 du 2 novembre 2010 fixant pour 2010 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues situé 66 rue Stanislas à Nancy, géré par l'Association AIDES**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**D E C I D E**

Article 1er - Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD géré par l'Association AIDES 54 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses d'exploitation courante	61 505 €	163 024 €
	Groupe II : Dépenses de personnel	77 663 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	23 856 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	156 976 €	163 024 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6 048 €	
	Groupe III : Autres produits	0 €	

Article 2 - Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du CAARUD situé 66 rue Stanislas à Nancy, géré par l'Association AIDES est fixée à 156 976 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2010 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit – 54035 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 - Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 novembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE**  
**DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE ASSURANTIEL**  
*Service produits de santé et de la biologie*

**Extrait de l'arrêté n° 2010-305 du 18 octobre 2010 relatif à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur A.H.B.L. de MONT-SAINT-MARTIN**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

**CONSIDERANT**

- la demande présentée le 8 mars 2010 par le Directeur Général d'Alpha Santé à Hayange, en vue d'obtenir l'ouverture d'une deuxième pharmacie à usage intérieur pour le compte d'Alpha Santé sur le site du Centre Hospitalier Hôtel Dieu, sis 4, rue Alfred Labbé à Mont-Saint-Martin, suite à la fermeture de la pharmacie à usage intérieur A.H.B.L. de Mont-Saint-Martin ;

- que cette demande fait suite à une décision du 20 mars 2009 du Tribunal de Grande Instance de BRIEY de cession, par l'Association A.H.B.L. de la majorité de ses actifs (dont le Centre Hospitalier Hôtel Dieu), au profit de l'association Alpha Santé.
- l'absence d'avis de la section H de l'Ordre National des Pharmaciens consulté le 15 mars 2010 ;

**ARRETE**

Article 1er : L'autorisation initiale d'ouverture de la pharmacie à usage intérieur accordée à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy Hôtel Dieu de Mont-Saint-Martin est supprimée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de la personne morale de l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de l'AFSSAPS ;
- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ;
- Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Metz ;

Et sera publié au recueil administratif de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2010

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Jean-Yves GRALL

---

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,  
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****Arrêté n° 15/2010 du 22 octobre 2010 portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine**

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret du 21 juin 2007 nommant M. Bernard NIQUET, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense-est, Préfet de la Moselle ;

Vu le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;

Vu le décret du 8 janvier 2009 nommant M. Dominique SORAIN, Préfet des Vosges ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté n° 2010-179 en date du 23 juin 2010 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;

Vu l'arrêté n° 10.OSD.06 en date du 01 juin 2010 du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté n° 2010-1904 en date du 01 septembre 2010 du Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté n° 2010-64 du 8 juin 2010 du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté n° 2010-1683 en date du 14 juin 2010 du Préfet des Vosges ;

Vu l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Catherine LAGNEAU en qualité de Responsable du pôle entreprises, emploi et économie de la DIRECCTE Lorraine ;

Vu l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI en qualité de Responsable du pôle politique du travail de la DIRECCTE Lorraine ;

Vu l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de M. Claude PARMENTELAT en qualité de Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie de la DIRECCTE Lorraine ;

**ARRETE**

Article 1er : Subdélégation est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, Responsable du Pôle Entreprises, Emploi et Economie, à Mme Danièle GIUGANTI Responsable du pôle politique du Travail, à M. Claude PARMENTELAT Responsable du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie et à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine, à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge LEROY, les décisions et actes relevant des attributions de la DIRECCTE Lorraine en matière d'ordonnancement secondaires des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 relevant des programmes suivants :

- BOP 102 : accès et retour à l'emploi
- BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- BOP 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- BOP 134 : développement des entreprises et de l'emploi
- BOP 155 : conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail
- BOP 223 : tourisme
- BOP 305 : stratégie économique et fiscale

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;

- l'engagement de la procédure du « passer-oute » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

Article 3 :

- En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, la subdélégation visée à l'article 1<sup>er</sup> est donnée :
  - \* pour les programmes P 102, P 103, P 134 et P 223 à M. Jean DE ZELICOURT, M. Philippe DIDELOT, M. Jean-Marie FRANCOIS ;
  - \* pour les programmes P 134 et P 223 et au titre de la certification du service fait et de la liquidation à M. Michel DELVOT ;
  - \* pour le programme P 134 à Mme Stéphanie MONIN ;
  - \* pour le programme P 223 et au titre de la certification du service fait à Mme Chantal CARTAU ;
  - \* pour le programme P 103 et au titre de la certification du service fait à M. Bruno FERRY.
- En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, la subdélégation visée à l'article 1<sup>er</sup> est donnée :
  - \* pour le programme P 111 à M. François KIFFER.
- En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude PARMENTELAT, la subdélégation visée à l'article 1<sup>er</sup> est donnée :
  - \* pour le programme P 134 et au titre de l'ordonnancement secondaire des recettes en matière de métrologie à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Mme Anne-Sophie BRUGIERE et M. Philippe RICHARD.

Article 4 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges et dont un exemplaire original sera adressé à M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Lorraine et du Département de la Moselle et à Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 octobre 2010

Le directeur régional,  
Serge LEROY

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

### *Service solidarité insertion*

#### **Extrait de l'arrêté n° 732/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant la création d'un service de préposés d'établissement Mandataires Judiciaires à la protection des majeurs par le Centre Psychothérapique de NANCY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le service de préposés d'établissement mandataire judiciaire à la protection des majeurs du Centre Psychothérapique de Nancy répond aux objectifs de la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 qui donne la possibilité pour les établissements de santé, sociaux et médico-sociaux de confier soit à l'un de leurs préposés d'établissement, soit à un service de préposés d'établissement, l'exercice des mesures de protection des majeurs ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales ;

CONSIDERANT que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles, à la démarche d'évaluation et aux systèmes d'information prévus par ce même code ; qu'il présente un coût de fonctionnement qui n'est pas hors de proportion avec le service rendu ou les coûts des services fournissant des prestations comparables.

#### **A R R E T E**

Article 1er : L'autorisation visée à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée au Centre Psychothérapique de NANCY pour la création d'un service de préposés d'établissement mandataire judiciaire à la protection des majeurs situé au 1 rue du docteur Archambault BP 11010 54521 LAXOU.

Article 2 : Après conventionnement avec le Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, ce service pourra exercer 130 mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle.

Article 3 : Cette autorisation est délivrée pour 15 ans.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 5 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Ce service est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) selon des conditions qui seront précisées ultérieurement par courrier du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale.

Article 8 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif 5 place de la Carrière CO 38 54036 NANCY CEDEX

Article 9 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy le 27 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### *Service agriculture, forêt, chasse*

#### **Extrait de l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 372 du 25 octobre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle.**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les propositions du 05 février 2010 des Jeunes Agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ;

#### **A R R E T E**

Article 1er : La commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle, est modifiée ainsi qu'il suit :

Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées :

Titulaire : Monsieur Alban PAULUS – 54450 FREMONVILLE

Suppléants : Monsieur Denis PIARD – 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY

Madame Claire CUNY – 54290 FROVILLE

Titulaire : Monsieur Jean Philippe BASTIEN – 54380 MARTINCOURT  
Suppléants : Monsieur Jérôme BERTRAND – 54560 BEUVILLERS  
Monsieur Olivier MERCIER – 54800 DONCOURT LES CONFLANS  
Titulaire : Monsieur Jean François VIRIAT – 54830 REMENOVILLE  
Suppléants : Monsieur Jérémie JENNESON – 54470 LIRONVILLE  
Monsieur Nicolas JULIAC – 54610 SIVRY  
Titulaire : Monsieur Jean François RICHARD – 54920 MORFONTAINE  
Suppléants : Monsieur René LALLEMAND – 54490 MURVILLE  
Monsieur Xavier GUIOT – 54740 GERBECOURT et HAPLEMONT

Article 2 : Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif :

- Monsieur le directeur de l'ADASEA
- Monsieur le directeur de la FDSEA
- Monsieur le directeur du lycée agricole de Pixérécourt - 54220 MALZEVILLE
- Maître Philippe CLAUDEL – Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT
- Monsieur Jérôme PHILIPPE – Crédit agricole de Lorraine - 54017 NANCY Cedex
- Monsieur Jacques STEENHAUT - Banque populaire de Lorraine et de Champagne - 57021 METZ Cedex 1
- Monsieur François HEMMER – Crédit mutuel – B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3
- Monsieur Stéphane LEMOINE – CIC – 54011 NANCY Cedex
- Monsieur Pierre-Alain ROUSSEL – ADHEO 109

Le président peut appeler à participer aux travaux de la CDOA, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

Article 3 : Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale des territoires.

Article 4 : La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés es qualité, est de trois ans renouvelable à compter de leur nomination.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 octobre 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 373, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAMBLEY BUSSIÈRES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3106 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/08/2010 par l'EARL DU LAGNY (Monsieur FRITZ Jérémie) à COIN LES CUVRY concernant 16,44 ha situés à CHAMBLEY BUSSIÈRES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la demande concurrente de Mr BAPTISTE Benoît,

Considérant que la demande d'installation sans les aides de l'Etat de Monsieur BAPTISTE Benoît relève selon cet article du rang de priorité 3, que la demande d'agrandissement de Monsieur FRITZ Jérémie (EARL du LAGNY) relève du rang de priorité 4, (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

Article 1er : L'EARL DU LAGNY, composé de Monsieur FRITZ Jérémie, n'est pas autorisé à exploiter 16,44 ha (CHAMBLEY-BUSSIÈRES parcelle ZN 64) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU LAGNY (Monsieur FRITZ Jérémie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur FRITZ Jérémie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAMBLEY BUSSIÈRES pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 374, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CHAMBLEY BUSSIÈRES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3138 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/09/2010 par Monsieur BAPTISTE Benoît à TRONVILLE concernant 16,44 ha situés à CHAMBLEY BUSSIÈRES ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat 16,44 ha (+ 39,40 ha de biens de famille),

VU la demande concurrente de Mr FRITZ Jérémie (EARL du LAGNY),

Considérant que la demande d'installation sans les aides de l'Etat de Monsieur BAPTISTE Benoît relève selon cet article du rang de priorité 3, que la demande d'agrandissement de Monsieur FRITZ Jérémie (EARL du LAGNY) relève du rang de priorité 4, (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

**D E C I D E**

Article 1er : Monsieur BAPTISTE Benoît est autorisé sous réserve d'installation au plus tard le 30 juin 2011 à exploiter 16,44 ha (CHAMBLEY BUSSIÈRES parcelle ZN 64) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BAPTISTE Benoît.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BAPTISTE Benoît, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAMBLEY BUSSIÈRES pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 375, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à FAULX - CUSTINES - MALLELOY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3116 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/08/2010 par le GAEC DE L'AUNOIS (Messieurs JULIEN Pierre et Bruno) à CUSTINES concernant 77,32 ha situés à FAULX - CUSTINES et MALLELOY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente de Mr BROUANT Damien (EARL de RECHANOIS),

Considérant que les demandes d'agrandissement de Messieurs JULIEN Pierre et Bruno (GAEC de l'AUNOIS) et de Monsieur BROUANT Damien (EARL de RECHANOIS) relèvent du rang de priorité 4, (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO) mais néanmoins différentes (75,15 UE/UMO pour l'EARL de RECHANOIS et 106,23 UE/UMO pour le GAEC de l'AUNOIS), que la priorité est donnée aux exploitations qui ont une taille, économique inférieure à 75 équivalents par UTH, rendant la demande de Monsieur BROUANT Damien (EARL de RECHANOIS) prioritaire par rapport à la demande du GAEC de l'AUNOIS,

**DECIDE**

Article 1er : Le GAEC DE L'AUNOIS, composé de Messieurs JULIEN Pierre et Bruno, :

- est autorisé à exploiter 70 ha.03 sur les communes de FAULX – CUSTINES et MALLELOY

- n'est pas autorisé à exploiter 7 ha 29 :

. territoire de CUSTINES les parcelles AN 33-59-61-126-130-132-133 - AM 120

. territoire de MALLELOY les parcelles C 126 - B 20

conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE L'AUNOIS (Messieurs JULIEN Pierre et Bruno).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs JULIEN Pierre et Bruno, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FAULX - CUSTINES et MALLELOY pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 376, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CUSTINES - MALLELOY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3132 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/09/2010 par l'EARL DE RECHANOIS (Monsieur BROUANT Damien) à CUSTINES concernant 7,29 ha situés à CUSTINES et MALLELOY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la demande concurrente de Messieurs JULIEN Pierre et Bruno (GAEC de l'AUNOIS),

Considérant que les demandes d'agrandissement de Messieurs JULIEN Pierre et Bruno (GAEC de l'AUNOIS) et de Monsieur BROUANT Damien (EARL de RECHANOIS) relèvent du rang de priorité 4, (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO) mais néanmoins différentes (75,15 UE/UMO pour l'EARL de RECHANOIS et 106,23 UE/UMO pour le GAEC de l'AUNOIS), que la priorité est donnée aux exploitations qui ont une taille économique inférieure à 75 équivalents par UTH, rendant la demande de Monsieur BROUANT Damien (EARL de RECHANOIS) prioritaire par rapport à la demande du GAEC de l'AUNOIS,

**DECIDE**

Article 1er : L'EARL DE RECHANOIS, composé de Monsieur BROUANT Damien, est autorisé à exploiter 7,29 ha (CUSTINES parcelles AN 33-59-61-65-126-130-132-133 - AM 120 - MALLELOY parcelles C 126 - B 20) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE RECHANOIS (Monsieur BROUANT Damien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BROUANT Damien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CUSTINES et MALLELOY pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 377, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à CUSTINES - MALLELOY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3131 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/09/2010 par le GAEC DU GRAND CONFIN (Messieurs CHONE Laurent et Olivier) à MAILLY SUR SEILLE concernant 2,34 ha situés à CUSTINES et MALLELOY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

**DECIDE**

Article 1er : Le GAEC DU GRAND CONFIN, composé de Messieurs CHONE Laurent et Olivier, est autorisé à exploiter 2,34 ha (CUSTINES parcelles AN 18-60 – MALLELOY parcelles C 6-315-332-336-360 - B 678-683-685) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU GRAND CONFIN (Messieurs CHONE Laurent et Olivier).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CHONE Laurent et Olivier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CUSTINES et MALLELOY pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 378, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3098 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/07/2010 par Monsieur STREIT Philippe à PIERREPONT concernant 5,03 ha situés à BEUVEILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de Messieurs SARICA Michel et JACQUET Claude et Gilbert (GAEC LAMARTINE),

Considérant que les demandes d'agrandissement de Messieurs STREIT Philippe, SARICA Michel, JACQUET Claude et Gilbert (GAEC LAMARTINE) relèvent du rang de priorité 4,

Considérant que les tailles des trois exploitations en concurrence sont inférieures à 150 équivalents SCOP/UMO mais néanmoins très différentes (pas de UE/UMO pour Mr SARICA, 70,63 UE/UMO pour Mr STREIT, 138,01 UE/UMO pour le GAEC LAMARTINE) rendant la demande de Monsieur SARICA Michel prioritaire par rapport aux deux autres demandes,

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur STREIT Philippe n'est pas autorisé à exploiter 5,03 ha (BEUVEILLE parcelle X 0029) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur STREIT Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur STREIT Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BEUVEILLE pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 379, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3136 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/09/2010 par le GAEC LAMARTINE (Messieurs JACQUET Claude et Gilbert) à BEUVEILLE concernant 5,03 ha situés à BEUVEILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de Messieurs STREIT Philippe et SARICA Michel,

Considérant que les demandes d'agrandissement de Messieurs STREIT Philippe, SARICA Michel, JACQUET Claude et Gilbert (GAEC LAMARTINE) relèvent du rang de priorité 4,

Considérant que les tailles des trois exploitations en concurrence sont inférieures à 150 équivalents SCOP/UMO mais néanmoins très différentes (pas de UE/UMO pour Mr SARICA, 70,63 UE/UMO pour Mr STREIT, 138,01 UE/UMO pour le GAEC LAMARTINE) rendant la demande de Monsieur SARICA Michel prioritaire par rapport aux deux autres demandes,

**DECIDE**

Article 1er : Le GAEC LAMARTINE, composé de Messieurs JACQUET Claude et Gilbert, n'est pas autorisé à exploiter 5,03 ha (BEUVEILLE parcelle X 29) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC LAMARTINE (Messieurs JACQUET Claude et Gilbert).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs JACQUET Claude et Gilbert, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BEUVEILLE pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 380, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY LES BELLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3142 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/09/2010 par la SCEA DE MERIGNY (Madame, Monsieur TRAPPLER Sonia et GELLENONCOURT Philippe) à COLOMBEY LES BELLES concernant 6,50 ha situés à COLOMBEY LES BELLES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de Messieurs AUBERTIN Pascal, BRABANT Philippe,

Considérant que les demandes d'agrandissement de Monsieur BRABANT Philippe et GELLENONCOURT Philippe, Madame TRAPPLER Sonia (SCEA de MERIGNY) relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO) et que la demande d'agrandissement de Monsieur AUBERTIN Pascal relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

**DECIDE**

Article 1er : La SCEA DE MERIGNY, composée de Madame, Monsieur TRAPPLER Sonia et GELLENONCOURT Philippe, est autorisée à exploiter 6,50 ha (COLOMBEY LES BELLES parcelle ZI 180 partie) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DE MERIGNY (Madame, Monsieur TRAPPLER Sonia et GELLENONCOURT Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Madame, Monsieur TRAPPLER Sonia et GELLENONCOURT Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COLOMBEY LES BELLES pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 381, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY LES BELLES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3141 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/09/2010 par Monsieur AUBERTIN Pascal à COLOMBEY-LES-BELLES concernant 6,83 ha situés à COLOMBEY LES BELLES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,  
VU les demandes concurrentes de Messieurs BRABANT Philippe, GELLENONCOURT Philippe, Madame TRAPPLER Sonia (SCEA de MERIGNY),  
Considérant que les demandes d'agrandissement de Monsieur BRABANT Philippe et GELLENONCOURT Philippe, Madame TRAPPLER Sonia (SCEA de MERIGNY) relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO) et que la demande d'agrandissement de Monsieur AUBERTIN Pascal relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur AUBERTIN Pascal n'est pas autorisé à exploiter 6,83 ha (COLOMBEY LES BELLES parcelles ZI 147-180 partie ) objets de la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur AUBERTIN Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur AUBERTIN Pascal, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COLOMBEY LES BELLES pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 382, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à COLOMBEY LES BELLES - BARISEY AU PLAIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3043 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/09/2010 par Monsieur BRABANT Philippe à BARISEY AU PLAIN concernant 35,75 ha situés à COLOMBEY LES BELLES et BARISEY AU PLAIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement

VU les demandes concurrentes de Messieurs AUBERTIN Pascal, GELLENONCOURT Philippe, Madame TRAPPLER Sonia (SCEA de MERIGNY),  
Considérant que les demandes d'agrandissement de Monsieur BRABANT Philippe et Philippe, GELLENONCOURT Philippe, Madame TRAPPLER Sonia (SCEA de MERIGNY) relève selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO) et que la demande d'agrandissement de Monsieur AUBERTIN Pascal relève selon cet article du rang de priorité 5 (exploitations de taille économique supérieure à 150 unités SCOP/UMO),

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur BRABANT Philippe est autorisé à exploiter 35,75 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BRABANT Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BRABANT Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COLOMBEY LES BELLES et BARISEY AU PLAIN pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 383, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à TRIEUX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3144 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/09/2010 par la SCEA DES GUIMONTS (Monsieur DEVAUX Marc) à TRIEUX concernant 12,10 ha situés à TRIEUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

**DECIDE**

Article 1er : La SCEA DES GUIMONTS, composée de Monsieur DEVAUX Marc, est autorisée à exploiter 12,10 ha (TRIEUX parcelles ZB 38 - ZC 116-139) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DES GUIMONTS (Monsieur DEVAUX Marc).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur DEVAUX Marc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRIEUX pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 384, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VEZELISE - OMELMONT - QUEVILLONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3147 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/09/2010 par Madame THANRY Marie-Christine à QUEVILLONCOURT concernant 55,39 ha situés à VEZELISE - OMELMONT et QUEVILLONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,



VU l'absence de demande concurrente,

Considérant que les attributions de biens communaux peuvent être sources de contentieux au regard du régime de la «prise illégale d'intérêts», délit défini à l'article L 432-12 du nouveau code pénal, une personne investie d'un mandat électif public ne peut prendre, recevoir ou conserver un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement,

Considérant qu'au vu de ces éléments, un maire n'est pas habilité à conclure un bail pour des terres agricoles postérieurement à son élection,

#### DECIDE

Article 1er : Madame THANRY Marie-Christine :

- est autorisée à exploiter 35.99 ha sur les communes de VEZELISE – OMELMONT et QUEVILLONCOURT

- n'est pas autorisée à exploiter 19.41 ha propriété de la commune de QUEVILLONCOURT (Sections : B 70-71-72-81 – C 3-5-6-7-10-11-92-97-98 – D 49-52-59-60-61-68-69-70-71-72-108)

conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame THANRY Marie-Christine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame THANRY Marie-Christine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VEZELISE - OMELMONT et QUEVILLONCOURT pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

---

#### Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 385, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BOURMONT/52 – GONCOURT/52 – HARREVILLE LES CHANTEURS/52 – BOURG SAINTE MARIE/52 – CHAUMONT LA VILLE/52 – BREUVANNES MEUVY/52 – DAMBLAIN/88 - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3139 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/09/2010 par l'EARL du PUISOT (Monsieur CANEL David) à VRONCOURT concernant 138,77 ha situés à BOURMONT/52 – GONCOURT/52 – HARREVILLE LES CHANTEURS/52 – BOURG SAINTE MARIE/52 – CHAUMONT LA VILLE/52 – BREUVANNES MEUVY/52 et DAMBLAIN/88 ; la motivation et le résultat étant la prise de participation dans une autre exploitation, VU l'absence de demande concurrente,

#### DECIDE

Article 1er : L'EARL DU PUISOT, composé de Monsieur CANEL David, est autorisé à exploiter 138,77 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PUISOT (Monsieur CANEL David).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur CANEL David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

---

#### Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 386, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à DOMEVRE EN HAYE - MARTINCOURT - MANONVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3135 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/09/2010 par Monsieur BASTIEN Olivier à SEICHEPREY concernant 154,25 ha situés à DOMEVRE EN HAYE - MARTINCOURT et MANONVILLE ; la motivation et le résultat étant la prise de participation de M. BASTIEN Olivier dans l'EARL de PIERREFORT en tant qu'associé exploitant, VU l'absence de demande concurrente,

#### DECIDE

Article 1er : Monsieur BASTIEN Olivier est autorisé à exploiter 154,25 ha (DOMEVRE EN HAYE parcelle C 495 – MANONVILLE parcelles ZA 2-3 – ZE 12-13 – MARTINCOURT parcelles C 23-45-46-53-54-55-56-58 - ZL 2-15-34-35-37) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BASTIEN Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BASTIEN Olivier, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMEVRE EN HAYE - MARTINCOURT et MANONVILLE pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

---

#### Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 387, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VANDELEVILLE - BATTIGNY - FAVIERES - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3146 -

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/10/2010 par Monsieur BERNE Bertrand et Melle BERNE Sandrine à SAXON SION concernant 92,31 ha situés à VANDELEVILLE - BATTIGNY et FAVIERES ; la motivation et le résultat étant la prise de participation dans la SCEA du MONT CUREL à VANDELEVILLE, VU l'absence de demande concurrente,

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur BERNE Bertrand et Melle BERNE Sandrine sont autorisés à exploiter 92,31 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERNE Bertrand et Melle BERNE Sandrine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur BERNE Bertrand et Melle BERNE Sandrine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VANDELEVILLE - BATTIGNY et FAVIERES pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 388, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à VALHEY - BATHELEMONT LES BAUZEMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3143 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/10/2010 par l'EARL DU VAL (Monsieur BAGARD Michel) à VALHEY concernant 4,85

ha situés à VALHEY et BATHELEMONT LES BAUZEMONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU l'absence de demande concurrente,

**DECIDE**

Article 1er : L'EARL DU VAL, composé de Monsieur BAGARD Michel, est autorisé à exploiter 4,85 ha (BATHELEMONT LES BAUZEMONT parcelles ZH 0026 - VALHEY YA 0012-0013) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU VAL (Monsieur BAGARD Michel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur BAGARD Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VALHEY et BATHELEMONT LES BAUZEMONT pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

---

**Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 389, de la CDOA du 21 octobre 2010, concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEUVEILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3160 -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/10/2010 par Monsieur SARICA Michel à VIVIERS-SUR-CHIERS concernant 5,03 ha situés à BEUVEILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU les demandes concurrentes de Messieurs STREIT Philippe et JACQUET Claude et Gilbert (GAEC LAMARTINE ),

Considérant que les demandes d'agrandissement de Messieurs STREIT Philippe, SARICA Michel, JACQUET Claude et Gilbert (GAEC LAMARTINE) relèvent du rang de priorité 4,

Considérant que les tailles des trois exploitations en concurrence sont inférieures à 150 équivalents SCOP/UMO mais néanmoins très différentes (pas de UE/UMO pour Mr SARICA, 70,63 UE/UMO pour Mr STREIT, 138,01 UE/UMO pour le GAEC LAMARTINE) rendant, la demande de Monsieur SARICA Michel prioritaire par rapport aux deux autres demandes,

**DECIDE**

Article 1er : Monsieur SARICA Michel est autorisé à exploiter 5,03 ha (BEUVEILLE parcelle X 029) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SARICA Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur SARICA Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BEUVEILLE pour affichage.

Nancy, le 26 octobre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires,  
M. MARTY

*Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :*

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche.*

*L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX*

---

**Extrait de l'arrêté n° 390 du 26 octobre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1981 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de VAL ET CHATILLON**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1er - L'arrêté du 23 novembre 1981 est abrogé.

Article 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Val et Châtillon.

Article 3 - Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Val et Châtillon par les soins du maire.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune de Val et Châtillon sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée de Val et Châtillon,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. ANDRE Philippe.

Nancy, le 26 octobre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental,  
M. MARTY

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2010 portant liste des terrains  
devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Val et Châtillon  
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Val et Châtillon		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous : Commune de Val et Châtillon 288; 332; 333; 414; 419; 420; 421; 422; 426; 444; 445; 449 59; 60 183 Soit un total de : 313ha 97a 20ca Groupement Forestier Bruche et Châtillon 53 à 58 Soit un total de : 173ha 00a 00ca Groupement Forestier du Grand Retour 99 Soit un total de : 111ha 37a 40ca Société Civile Immobilière des Moises 100 ; 135 Soit un total de : 131ha 00a 00ca Groupement Forestier des Voincheres 107 Soit un total de : 44ha 49a 80ca M. MICHAUT Hubert 101 ; 102 Soit un total de : 47ha 00a 00ca Groupement Forestier des Grandes Moises et ACGM 103; 104 Soit un total de : 97ha 00a 00ca Caisse d'Epargne de Nancy 108 ; 138 ; 139 ; 140 et 141 Soit un total de : 151ha 88a 68ca M. ANDRE Philippe 99; 101; 102; 160; 162; 169 à 172; 174; 222; 223; 227 à 231; 233; 241; 242; 244; 264 à 266; 268 à 270; 283; 284; 289; 473; 474; 476 à 479; 487; 488; 492 à 496; 502 à 504; 521; 523 à 526; 586; 588; 594; 603; 606; 610; 612; 614; 615; 617; 618; 620; 622; 624 1 à 8; 10 à 12; 15 à 17; 19 à 21; 24; 27; 29 à 32; 34; 35; 37 à 45; 112 à 118; 120; 121 Soit un total de : 123ha 70a 47ca Groupement Forestier de Châtillon 96; 97; 235; 255 à 262; 271 à 279; 281; 286; 293; 471; 472; 475; 480; 500; 604; 605; 607; 609; 611; 613; 616; 619; 621; 623 13; 14; 25; 26; 46 à 49; 52; 106; 111; 119; 122 à 134; 136 Soit un total de : 308ha 55a 10ca

Annexe II à l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2010 portant liste des terrains  
devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Val et Châtillon  
E N C L A V E S

Commune	Section	Désignation des terrains	Observations
Val et Châtillon	B	232; 234; 246 à 248; 285 Soit au total : 1ha 22a 50ca	
	B	250 à 254; 263; 267; 497; 498; 501; 505 à 520; 522; 589; 597 Soit au total : 5ha 14a 18ca	
	C	105 Soit au total : 18ha 26a 35ca	

**Extrait de l'arrêté n° 395 du 27 octobre 2010 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1974 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'AINGERAY**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1er - L'Annexe 1 de l'arrêté du 03 octobre 1974 est abrogée.

Article 2 - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Aingeray.

Article 3 - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'Aingeray par les soins du maire.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune d'Aingeray sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée d'Aingeray,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs,
- maire d'Aingeray,
- M. Gilles HENRY.

Nancy, le 27 octobre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental,  
M. MARTY

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2010 portant liste des terrains  
devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Aingeray  
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
Aingeray		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		Commune d'Aingeray
	AB	N° 159, 171, 173, 182
	AC	N° 68, 69, 157, 198, 199, 205, 247, 258 à 263, 265 à 276, 279, 368, 371
	ZE	N° 50 à 52
	ZB	N° 115, 128
	ZD	N° 23
	B	N° 1 à 3, 9, 11 à 16
	D	N° 454, 455
		Soit un total de : 243ha 16a 85ca
		Golf d'Aingeray
	BZ	N° 4 à 8
	ZB	N° 51
	ZC	N° 31, 37, 39, 40
		Soit un total de : 53ha 00a 00ca
		M. DAUJAT à Jarville
	D	N° 188, 190, 191, 405, 453
		Soit un total de : 105ha 00a 00ca
		S.A.R.L. AGIL - Gilles HENRY
	AC	N° 151, 153 à 155, 164, 278, 358, 360 et 361, 363, 365, 369 et 370
	ZB	N° 3, 235, 237, 239
		Soit un total de : 52ha 17a 31ca

**Extrait de l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 396 du 5 novembre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - SECTION « AGRICULTURE ET TERRITOIRE » -**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole ;

**AR R E T E**

Article 1er : La commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle, section « agriculture et territoire », est modifiée ainsi qu'il suit :

Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées :

Titulaire : Monsieur Alban PAULUS – 54450 FREMONVILLE

Suppléants : Monsieur Denis PIARD – 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY

Madame Claire CUNY – 54290 FROVILLE

Titulaire : Monsieur Jean Philippe BASTIEN – 54380 MARTINCOURT

Suppléants : Monsieur Jérôme BERTRAND – 54560 BEUVILLERS

Monsieur Olivier MERCIER – 54800 DONCOURT LES CONFLANS

Titulaire : Monsieur Jean François VIRIAT – 54830 REMENOVILLE

Suppléants : Monsieur Jérémy JENNESON – 54470 LIRONVILLE

Monsieur Nicolas JULIAC – 54610 SIVRY

Titulaire : Monsieur Jean François RICHARD – 54920 MORFONTAINE  
Suppléants : Monsieur René LALLEMAND – 54490 MURVILLE  
Monsieur Xavier GUIOT – 54740 GERBECOURT et HAPLEMONT

Article 2 : Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif :

- Monsieur le directeur de l'ADASEA
- Monsieur le directeur de la FDSEA
- Monsieur le directeur du lycée agricole de Pixérécourt - 54220 MALZEVILLE
- Maître Philippe CLAUDEL – Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT
- Monsieur Jérôme PHILIPPE – Crédit agricole de Lorraine - 54017 NANCY Cedex
- Monsieur Jacques STEENHAUT – Banque populaire de Lorraine et de Champagne - 57021 METZ Cedex 1
- Monsieur François HEMMER – Crédit mutuel – B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3
- Monsieur Stéphane LEMOINE – CIC – 54011 NANCY Cedex
- Monsieur Pierre-Alain ROUSSEL – ADHEO 109

Le président peut appeler à participer aux travaux de la CDOA, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter

Article 3 : Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale des territoires.

Article 4 : La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés es qualité, est de trois ans renouvelable à compter de leur nomination.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 novembre 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

---

**Extrait de l'arrêté préfectoral DDT54/AFC/2010/n° 397 du 5 novembre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle - SECTION « STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES »**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2010 portant modification de la commission départementale d'orientation agricole ;

**ARRETE**

Article 1er : La commission départementale d'orientation agricole de Meurthe-et-Moselle, section « structures et économie des exploitations agricoles », est modifiée ainsi qu'il suit :

Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées :

Titulaire : Monsieur Alban PAULUS – 54450 FREMONVILLE

Suppléants : Monsieur Denis PIARD – 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY  
Madame Claire CUNY – 54290 FROVILLE

Titulaire : Monsieur Jean Philippe BASTIEN – 54380 MARTINCOURT

Suppléants : Monsieur Jérôme BERTRAND – 54560 BEUVILLERS  
Monsieur Olivier MERCIER – 54800 DONCOURT LES CONFLANS

Titulaire : Monsieur Jean François VIRIAT – 54830 REMENOVILLE

Suppléants : Monsieur Jérémy JENNESON – 54470 LIRONVILLE  
Monsieur Nicolas JULIAC – 54610 SIVRY

Titulaire : Monsieur Jean François RICHARD – 54920 MORFONTAINE

Suppléants : Monsieur René LALLEMAND – 54490 MURVILLE  
Monsieur Xavier GUIOT – 54740 GERBECOURT et HAPLEMONT

Article 2 : Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif :

- Monsieur le directeur de l'ADASEA
- Monsieur le directeur de la FDSEA
- Monsieur le directeur du lycée agricole de Pixérécourt - 54220 MALZEVILLE
- Maître Philippe CLAUDEL – Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT
- Monsieur Jérôme PHILIPPE – Crédit agricole de Lorraine - 54017 NANCY Cedex
- Monsieur Jacques STEENHAUT – Banque populaire de Lorraine et de Champagne - 57021 METZ Cedex 1
- Monsieur François HEMMER – Crédit mutuel – B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3
- Monsieur Stéphane LEMOINE – CIC – 54011 NANCY Cedex
- Monsieur Pierre-Alain ROUSSEL – ADHEO 109

Le président peut appeler à participer aux travaux de la CDOA, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

Article 3 : Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale des territoires.

Article 4 : La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés es qualité, est de trois ans renouvelable à compter de leur nomination.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 novembre 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

---

*Service aménagement durable, urbanisme, risques*

**Extrait de l'arrêté 14/DDT 10/ADUR/AJ du 25 octobre 2010 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique de l'aménagement de la rue de Dieulouard, de la rue de Toul et de la rue de Verzelle sur le territoire de la commune de JEZAINVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que l'objet de l'opération, le périmètre à exproprier et les circonstances de droit et de fait, tant du point de vue financier qu'en ce qui concerne l'environnement, n'ont pas subi de modifications substantielles ;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**ARRETE**

Article 1er : La déclaration d'utilité publique pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'aménagement de la rue de Dieulouard, de la rue de Toul et de la rue de Verzelle est prorogée de cinq ans, soit jusqu'au 12 décembre 2015.

Article 2 : En application des dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANCY dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le maire de JEZAINVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer la bonne exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché pendant un mois à la mairie de JEZAINVILLE.

Nancy, le 25 octobre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

**Extrait de l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune d'HOMECOURT du 27 octobre 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune d'HOMECOURT tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie d'HOMECOURT pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de d'HOMECOURT, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat concernés, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 27 octobre 2010

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

*Service environnement, eau, biodiversité*

**Extrait de l'arrêté n° 2010/1 du 7 octobre 2010 autorisant le tir du Grand cormoran (*Phalacrocorax carbo sinensis*) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2010/2011**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au Grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ;  
CONSIDERANT que 758 oiseaux ont été tirés sur l'hiver 2009-2010 pour quota autorisé de 850 oiseaux pour la Meurthe-et-Moselle par l'arrêté ministériel du 16 décembre 2009 ;

**AR R E T E**

Article 1er : Des autorisations individuelles de tir du Grand cormoran peuvent être délivrées en Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2010-2011, dans l'attente de la parution de l'arrêté ministériel à venir pour cette campagne, dans la limite de 92 oiseaux, qui correspond au transfert du solde du quota non atteint pour la protection des populations de poissons menacés :

- au titre de la protection des intérêts économiques des propriétaires et exploitants d'étangs de pisciculture extensive : dans la zone de piscicultures extensives en étang et dans la zone des eaux libres périphériques (cf. annexe 1), sur la Chiers et ses affluents, l'Orne et ses affluents ainsi que sur le domaine public fluvial de la Moselle, de la Meurthe et de la Vezouze ;

Article 2 : Les prélèvements seront effectués dans la limite des quotas départementaux suivants :

- pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs : 92 oiseaux

Les autorisations de tir peuvent être retirées lorsque les quotas départementaux sont atteints.

Article 3 : Le chef du Service départemental de l'ONEMA est chargé de la coordination et du suivi des opérations de tir, dans le respect des quotas départementaux.

**I - Dispositions communes**

Article 4 : Le tir est autorisé, de jour (soit de 1 h avant le lever du soleil à NANCY jusqu'à 1h après son coucher), de l'ouverture de la chasse pour l'ensemble des espèces de gibier d'eau dans le département jusqu'au dernier jour de février.

Toutefois :

- le tir est suspendu les jours de comptage du grand cormoran ou des autres oiseaux d'eau, soit pour la présente campagne :

\* Le 17 octobre 2010

\* Le 16 janvier 2011

\* Le 14 novembre 2010

\* Le 13 février 2011

\* Le 12 décembre 2010

\* Le 13 mars 2011

- le tir est interdit :

\* sur les dortoirs accueillant d'autres espèces d'oiseaux protégés que le cormoran (hérons notamment),

\* en période de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans les zones de nidification des oiseaux d'eau.

- dans les réserves de chasse et de faune sauvage du domaine public fluvial, le tir ne pourra être pratiqué que par l'Association départementale des chasseurs de gibier d'eau, encadrée par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

Dans les autres réserves de chasse et de faune sauvage, le tir ne pourra être pratiqué que par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) et les lieutenants de louveterie.

- en cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, l'article 13 fixe les conditions de prolongation de la durée de l'autorisation de tir.

Article 5 : Le tir aura lieu à 100 m maximum des rives des étangs ou des cours d'eau, sous réserve du droit des détenteurs de droit de chasse voisins.

Article 6 : Les tireurs doivent respecter les règles de la police de la chasse et être porteurs de leur permis de chasser visé et validé, ainsi que de leur autorisation préfectorale individuelle, qui devra être présentée à toute réquisition des services de contrôle.

Cette autorisation pourra être retirée en cas de non respect des conditions imposées pour son utilisation.

Article 7 : Afin d'assurer le suivi et la coordination des opérations de tir, tout cormoran abattu devra être signalé dans les 24 h directement par le tireur :

- au service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) :

Tél/fax : 03 83 82 67 78

Mél : sd54@onema.fr

Adresse : BP 149 – Chemin de Montrichard

54700 PONT-A-MOUSSON CEDEX

- ou au service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

Tél : 03 83 73 24 74

Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

Adresse : 26 rue Lamartine – 54300 LUNEVILLE.

Les oiseaux abattus porteurs d'une bague seront impérativement remis entiers dans les 24 heures à l'agent de l'ONEMA responsable du secteur. L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport par le tireur pour les oiseaux bagués.

Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.

Article 8 : A l'expiration de la période d'autorisation de tir, un compte-rendu des opérations de destruction (établi selon le modèle en annexe 3) sera adressé dans les 15 jours par le bénéficiaire au Service départemental de l'ONEMA, qui en assurera la synthèse et la transmettra à la DDT pour le 15 mai.

Article 9 : Le respect des dispositions du présent arrêté conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

#### II - Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs

Article 10 : Sont considérés comme piscicultures en étang :

- les exploitations définies à l'article L.431-6 du code de l'environnement,
- les plans d'eau visés aux articles L.431-4 et L.431-7 dudit code, exploités pour la production de poissons.

Article 11 : Sont autorisés à intervenir sur les étangs de pisciculture extensive le propriétaire ou l'exploitant de la pisciculture, et/ou les personnes qu'il aura désignées.

Dans la zone des eaux libres périphériques et sur la Chiers, l'Orne et leurs affluents, les autorisations de tir pourront être délivrées :

- sur le domaine public fluvial : aux détenteurs du droit de chasse du gibier d'eau et à leurs ayants-droits
- sur les autres cours d'eau : aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

Article 12 : Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2).

Article 13 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental des territoires, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée à :

- au chef du service départemental de l'ONEMA
- au chef du service départemental de l'ONCFS
- au président de l'association départementale des lieutenants de louveterie
- au président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau
- au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- au délégué régional de l'ONEMA
- au président de la fédération départementale des chasseurs
- au directeur du service de la navigation du nord-est
- au directeur de Voies navigables de France

Pour le préfet et par délégation,

Nancy, le 7 octobre 2010

Le chef du service environnement, eau, biodiversité de la direction départementale des territoires,  
Jean-Luc JANEL

#### RAPPEL

L'emploi de grenaille de plomb est interdit dans les zones humides  
(marais non asséchés, fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau)

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

### Extrait de l'arrêté n° 10.DDPP.116 du 22 octobre 2010 - Organisation de la campagne de prophylaxie 2010-2011

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté fixe pour la campagne 2010-2011 les actes individuels et les tests à réaliser au titre de la prophylaxie collective obligatoire des maladies des ruminants.

Article 2 : Les opérations décrites dans le présent arrêté doivent être achevées le 31/03/2011 pour les bovins et le 30/09/2011 pour les ovins et caprins. Ces opérations sont facturées au tarif fixé par les conventions passées entre les représentants des vétérinaires sanitaires et les représentants des éleveurs propriétaires ou détenteurs d'animaux.

Article 3 : Dans les cheptels bovins, doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) les femelles de plus de 24 mois des ateliers non contrôlés sur le lait de grand mélange.

Article 4 : Les prélèvements de sang réalisés sur les bovins pour la recherche de la rhinotrachéite infectieuse bovine doivent faire l'objet d'une recherche de la brucellose et de la leucose bovine enzootique s'ils sont repérés comme tels sur le document d'accompagnement des prélèvements adressé au vétérinaire sanitaire de l'exploitation.

Article 5 : Dans les cheptels bovins ayant été atteints par la tuberculose bovine au cours des 10 années précédentes, tous les bovins de plus de six semaines sont soumis au dépistage allergique de cette maladie.

Dans les cheptels bovins ayant été liés en lien épidémiologique avec un troupeau atteint par la tuberculose bovine au cours des 3 années précédentes, tous les bovins de plus de six semaines sont soumis au dépistage allergique de cette maladie.

Article 6 : Tous les caprins de plus de 6 mois doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la brucellose.

Article 7 : Dans les cheptels ovins des communes dont la liste est annexée au présent arrêté, doivent être soumis à un prélèvement de sang pour la recherche de la brucellose :

- 25% des femelles en âge de reproduire, avec un minimum de 50 ;
- tous les mâles non castrés de plus de six mois ;
- tous les animaux introduits dans la troupe depuis le dernier contrôle du cheptel.

Article 8 : L'éleveur ou son représentant doit prêter son concours à la réalisation des opérations de prophylaxie de façon qu'elles se déroulent dans un délai normal. Il doit notamment assurer la contention de ses animaux.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Malzéville, le 22 octobre 2010

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice départementale de Meurthe-et-Moselle,  
Catherine BOURGUIGNON

La liste des communes mentionnée à l'article 7 du présent arrêté est consultable à la Direction Départementale de la Protection des Populations, domaine de Pixérécourt - Bâtiment J - 54220 MALZEVILLE.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES****Extrait de l'arrêté de conservation cadastrale du 3 novembre 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1er : Les opérations de conservation cadastrale, concourant à la mise à jour des bases des impôts directs locaux, des diverses taxes assimilées et à l'actualisation du plan cadastral, seront effectuées dans l'ensemble des communes du département pour la période du 01/01 au 31/12/2011. La programmation, l'exécution et le contrôle des opérations de conservation cadastrale seront assurés par la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Les périodes d'intervention en commune et l'identité des agents chargés des travaux, seront portées à la connaissance préalable du Maire au moins 15 jours avant la date des opérations.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie au moins 10 jours avant le début des travaux pour information des administrés.

Article 4 : Les agents chargés des opérations de conservation cadastrale, dûment accrédités, peuvent être amenés à réaliser, dans le respect des dispositions légales, des travaux topographiques dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire des communes du département. Ces agents devront être porteurs d'une ampliation du présent arrêté et la présenter à toute réquisition.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Finances Publiques et les Maires du département sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 novembre 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

**AVIS ET COMMUNICATIONS****SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

*Service aménagement durable, urbanisme, risques*

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 43941 du 15 novembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de TRONVILLE**

Par arrêté préfectoral n° 43941 en date du 15 novembre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue Tronville-PTF-104,1 Kva-Tronville Longues Raies de Liovaux, sur la commune de TRONVILLE.

---

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 44186 du 15 novembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de HAUCOURT-MOULAINÉ**

Par arrêté préfectoral n° 44186 en date du 15 novembre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA d'un lotissement 22 parcelles SCI A l'Orée des Champs, lieu-dit "A la Haie de Chenières", sur la commune de HAUCOURT-MOULAINÉ.

---

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 47554 du 15 novembre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de ATTON**

Par arrêté préfectoral n° 47554 en date du 15 novembre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue HTA extension zone SEBL, zone Atton, sur la commune de ATTON.

---

**AUTRES SERVICES****CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT****Avis de concours sur titres du 5 novembre 2010 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié dans la fonction d'agent de sécurité****Références :**

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,

Vu le décret n°91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,

Vu l'arrêté du 30 septembre 1991, modifié par l'arrêté du 4 juin 1996 fixant la liste des titres admis comme équivalents à ceux exigés pour le recrutement par voie de concours des maîtres ouvrier et ouvriers professionnels spécialisés de la fonction publique hospitalière,

Vu la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,

Vu la vacance de poste à l'issue de la procédure de publication sur « Hospimob »,

UN poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié, agent de sécurité au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, est ouvert au concours sur titres.

(CAP agent de prévention et de sécurité ou SSIAP 1 obligatoire)

**I. CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert aux titulaires soit :

- d'un diplôme de Niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente,
  - d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités,
  - d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique,
  - d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.
- Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

**II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS**

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :



Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier  
3, rue du Jeu de Paume  
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées : - D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,  
- De la copie des diplômes ou certificats demandés,  
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité.

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception ou
- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi :  
délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs

Saint Nicolas de Port, le 5 novembre 2010

Pour le directeur et par délégation,  
Le directeur adjoint,  
Bruno BLAISON

## CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

### Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de 2 kinésithérapeutes du 5 novembre 2010

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 89.609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance de 2 postes de kinésithérapeute diffusé le 4 octobre 2010 non pourvue par des candidats à la mutation,

#### D E C I D E

Article 1er : Un concours sur titres est ouvert à partir du 2 janvier 2011 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir 2 postes vacants de kinésithérapeute.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme d'Etat de masseur kinésithérapeute ou d'un titre admis comme équivalent, de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir au plus tard 1 mois après la publication de la présente décision au Recueil des Actes Administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une copie de la carte nationale d'identité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme de masseur kinésithérapeute,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions, (liste des médecins agréés adressée sur demande par la Direction des Ressources Humaines),
- un curriculum vitae.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Verdun, le 5 novembre 2010

Pour le directeur,  
Le directeur adjoint, chargé des ressources humaines,  
F. DELHOUSTAL

## MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES

### Concours sur titres pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié

#### 1) CONDITIONS À REMPLIR POUR ÊTRE CANDIDAT :

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 2 du décret 2007-1185 du 3 août 2007, portant statuts particuliers des Personnels Ouvriers de la Fonction Publique Hospitalière.

#### 2) COMPOSITION DU DOSSIER DU CANDIDAT :

Le dossier devra comporter :

- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du ou des diplômes (minimum niveau V – C.A.P.) ;
- une lettre de candidature ;
- un curriculum vitae (en fournissant des justificatifs jugés utiles par le candidat) ;
- un extrait N°3 de casier judiciaire récent (moins d'un an) ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, de la carte d'identité ;
- une copie, certifiée conforme sur l'honneur, du permis de conduire ;
- un certificat médical délivré par un médecin de médecine générale agréé, attestant que le candidat n'est atteint d'aucune affection contraire à sa pratique professionnelle (adresse à obtenir auprès de l'administration de l'établissement) ;

#### 3) DATE LIMITE ET LIEU DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :

Les dossiers de candidatures devront parvenir à Monsieur le Directeur de la maison de retraite, rue du Paquis des Toiles – bp9 – 54 110 Rosières aux Salines, dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage, soit le 20 janvier 2010 dernier délai (par dépôt, ou le cachet de la poste faisant foi).

#### 4) NOMBRE DE POSTE :

Nombre de poste à pourvoir : 1 (il sera retenu 1 candidature en liste principale et 1 en liste complémentaire).

#### 5) COMPOSITION DU JURY :

- l'autorité qui a ouvert le concours ou son représentant, PRÉSIDENT,
  - . soit, Monsieur le Directeur de la maison de retraite,
  - . ou son représentant ;
- un Maître Ouvrier ou Maître Ouvrier Principal d'un établissement extérieur,
- le responsable Ressources Humaines de la maison de retraite.

